



Le regain de l'isolationnisme aux États-Unis : humeur passagère ou fatigue profonde ?

JULIEN TOURREILLE

*Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la
Chaire Raoul-Dandurand (tourreille.julien@uqam.ca)*

Le premier discours sur l'état de l'Union du président Barack Obama fut essentiellement consacré aux questions de politique intérieure. Les dossiers de politique étrangère (que ce soit l'Afghanistan, l'Irak, l'Iran ou Haïti) ont été survolés en une petite dizaine de minutes vers la fin d'une allocution d'environ 1 heure 15 minutes. Deux facteurs expliquent la concentration de Barack Obama sur les affaires intérieures. Premièrement, alors que la conjoncture économique demeure précaire aux États-Unis, l'économie et l'emploi arrivent en tête des préoccupations des Américains. Le second facteur pourrait être plus structurel. Il apparaît en effet que les Américains soient tentés de se replier sur les défis intérieurs auxquels le pays est confronté. Cet état d'esprit isolationniste, traditionnellement assez présent aux États-Unis, se traduit par une préférence pour une politique étrangère plus unilatéraliste.

Une nécessaire attention portée par Barack Obama aux questions de politique intérieure

Les questions de politique intérieure sont traditionnellement en tête des priorités de la population américaine. En période de crise et d'incertitude économique, cette situation est encore plus marquée. Au-delà de répondre aux préoccupations de la majorité de ses concitoyens, il est surtout impératif pour Barack Obama d'améliorer sa performance sur les dossiers de politique intérieure.

L'opinion publique américaine est morose. À peine 27 % des Américains sont satisfaits de la situation dans leur pays. Même si Barack Obama a placé le changement et l'espoir au cœur de sa campagne électorale, son élection à la Maison-Blanche n'a pas significativement altéré une morosité qui semble particulièrement ancrée. Depuis 2005 en effet, à peine un tiers ou moins des Américains ont une opinion positive de la situation du pays¹. Les années 2000 sont ainsi perçues comme la pire décennie depuis les années 1960.

Votre perception de la décennie est plutôt (en %)...	1960	1970	1980	1990	2000
Positive	34	40	56	57	27
Négative	15	16	12	19	50

Source : Pew Research Center, « Current Decade rated as worst in 50 years », 21 décembre 2009, p. 1

Dans un tel contexte, il n'est guère surprenant que des enjeux concrets et immédiats, tels que l'emploi et l'économie, soient jugés prioritaires par une écrasante majorité de la population

américaine, loin devant des questions plus complexes et abstraites comme la lutte contre le réchauffement climatique.

Les enjeux prioritaires pour la population américaine, en pourcentage (%)

	Janvier 2001	Janvier 2002	Janvier 2003	Janvier 2004	Janvier 2005	Janvier 2006	Janvier 2007	Janvier 2008	Janvier 2009	Janvier 2010
Économie	81	71	73	79	75	66	68	75	85	83
Emploi	60	67	62	67	68	65	57	61	82	81
Lutte contre le terrorisme	--	83	81	78	75	80	80	74	76	80
Sécurité sociale	74	62	59	65	70	64	64	64	63	66
Éducation	78	66	62	71	70	67	69	66	61	65
<i>Medicare</i>	71	55	56	62	67	62	63	60	60	63
Réduction du déficit budgétaire	--	35	40	51	56	55	53	58	53	60
Réduction des coûts du système de santé	--	--	--	--	--	--	68	69	59	57
Lutte contre la pauvreté	63	44	48	50	59	55	55	51	50	53
Investissements dans les forces armées	48	52	48	48	52	42	46	42	44	49
Questions énergétiques	--	42	40	46	47	58	57	59	60	49
Fournir une assurance maladie aux personnes qui n'en ont pas	61	43	45	54	60	59	56	54	52	49
Réduire la criminalité	76	53	47	53	53	62	62	54	46	49
Améliorer le moral de la nation	51	45	39	45	41	47	47	43	45	45
Renforcer les règles encadrant les institutions financières	--	--	--	--	--	--	--	--	--	45
Protéger l'environnement	63	44	39	49	49	57	57	56	41	44
Réduire les impôts pour la classe moyenne	66	43	--	44	48	51	48	46	43	42
Lutter contre l'immigration illégale	--	--	--	--	--	--	55	51	41	40
Réduire	--	--	--	--	--	--	35	39	36	36

l'influence des groupes de pression										
Commerce international	37	25	--	32	32	30	34	37	31	32
Lutter contre le réchauffement climatique	--	--	--	--	--	--	38	35	30	28

Source : Pew Research Center, « The Public's Political Agenda », 25 janvier 2010.

Or, la performance de Barack Obama sur les enjeux de politique intérieure, que ce soit l'économie, la réforme du système de santé ou la gestion du déficit budgétaire, est jugée sévèrement par une nette majorité de la population américaine. Ceci explique en bonne partie le glissement de son taux d'approbation au cours de sa première année de mandat et justifie l'attention qu'il a portée à ces questions dans son premier discours sur l'état de l'Union. Il s'agissait pour lui de démontrer qu'il a conscience des préoccupations de la population américaine et qu'il a l'intention d'y apporter des solutions.

Taux de satisfaction (en %) vis-à-vis de la performance de Barack Obama dans les dossiers suivants :	Avril 2009	Juillet 2009	Novembre 2009	Janvier 2010
Menace terroriste	57	--	52	51
Politique énergétique	--	46	50	45
Afghanistan	--	47	36	45
Irak	--	47	41	45
Politique étrangère	61	47	44	44
Économie	60	38	42	42
Système de santé	51	42	43	38
Déficit budgétaire	50	32	31	32
Immigration	--	--	31	30

Source : Pew Research Center, « Obama Image Unscathed By Terrorism Controversy », 14 janvier 2010.

Deux dossiers ont particulièrement terni le bilan de politique intérieure de Barack Obama aux yeux de la population américaine : le plan de relance de l'économie de 787 milliards de dollars adopté en février 2009 ainsi que les sauvetages des banques et de l'industrie automobile. Même si l'administration Obama n'a cessé de rappeler qu'elle avait hérité d'une situation économique désastreuse et que ces actions étaient nécessaires pour éviter une dégradation plus forte de l'économie, elle ne semble pas être parvenue à convaincre la population de l'efficacité de ces mesures. Le sauvetage des banques et de l'industrie automobile est perçu comme une faveur accordée respectivement à des acteurs qui ont plongé les États-Unis dans la crise financière et économique actuelle et à une industrie qui a été incapable de s'adapter aux demandes des consommateurs. Concernant le plan de relance, même si le consensus général chez les économistes est qu'il a permis de juguler la crise, la population américaine n'en perçoit guère les effets concrets en termes d'emploisⁱⁱ. À 10 % fin décembre 2009, le taux de chômage est à un niveau historiquement élevéⁱⁱⁱ.

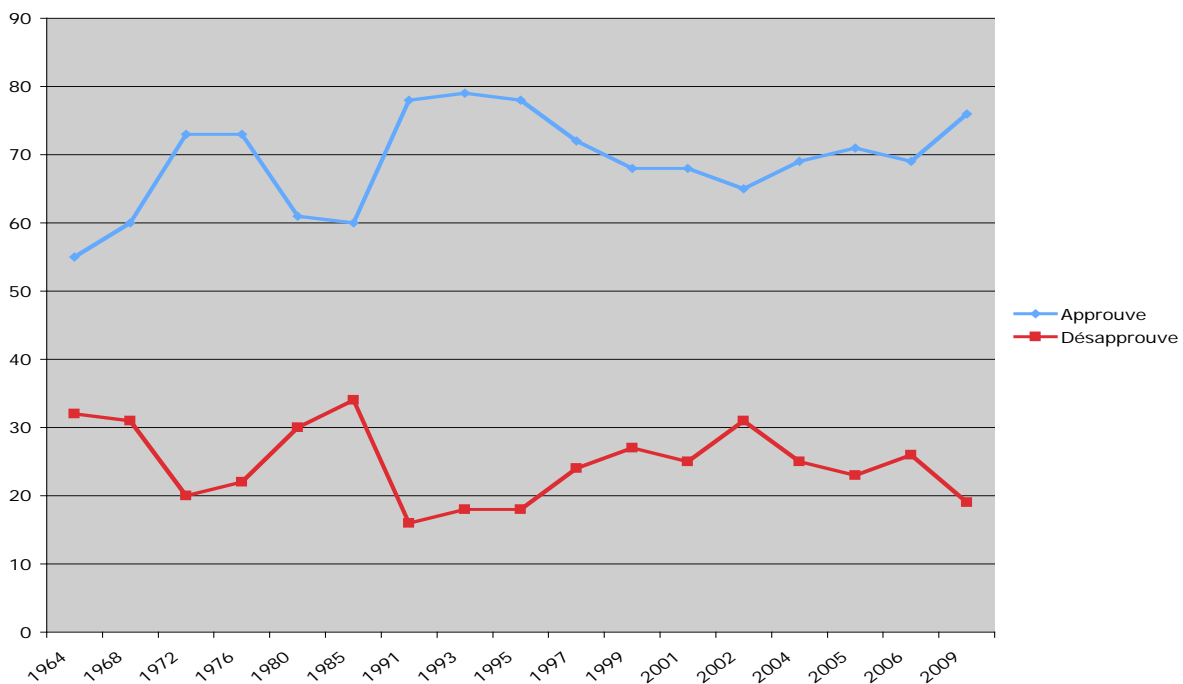
Le regain de l'isolationnisme et de l'unilatéralisme

Contrairement à la politique intérieure, la performance de Barack Obama sur les questions de politique étrangère est jugée plus positivement par la population américaine. 51 % des Américains approuvent son action face à la menace terroriste, revenue sur l'avant scène politique avec l'attentat manqué du 25 décembre 2009 à bord d'un vol entre Amsterdam et Détroit. 45 % sont même satisfaits de sa politique vis-à-vis de l'Afghanistan alors qu'il y a annoncé, le 1^{er} décembre dernier, l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires^{iv}.

Cette opinion favorable de la gestion des affaires internationales par l'administration Obama ne se traduit cependant pas en capital politique pour le président et ses alliés démocrates au Congrès. Les défaites aux élections partielles de novembre 2009 (les républicains ont remporté les postes de gouverneur en Virginie et dans le New Jersey) et surtout en janvier 2009 (avec la perte du siège de sénateur du Massachusetts détenu par Ted Kennedy de 1962 à 2009) l'illustrent.

Plus fondamentalement, les Américains semblent ressentir une certaine fatigue vis-à-vis de leur engagement sur la scène internationale^v. Plongées dans deux guerres et frappés par la crise économique, autant l'opinion publique que les élites américaines semblent atteintes d'un pessimisme aigu quant à la place et au rôle des États-Unis dans le monde^{vi}. La Chine est perçue comme un compétiteur infaillible qui devrait surpasser les États-Unis et dont l'influence politique dans les affaires internationales sera amenée à croître au fur et à mesure que sa puissance économique augmente et que ses capacités militaires se renforcent.

Les États-Unis devraient moins se préoccuper des questions internationales et davantage se concentrer sur les problèmes nationaux

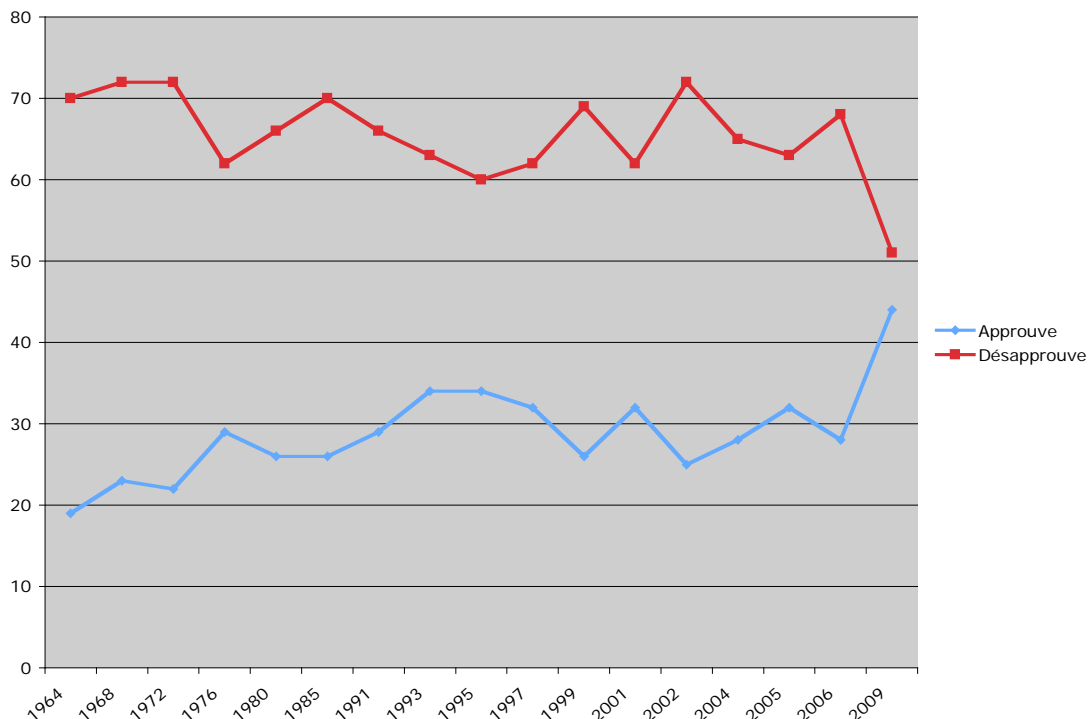


Source : Pew Research Center, *America's Place in the World 2009. An Investigation of Public and Leadership Opinion about International Affairs*, décembre 2009, p. 116.

Si ce pessimisme et la crainte du déclin apparaissent tout autant contradictoires que consubstantiels à l'optimisme et à l'exceptionnalisme dans la psyché politique américaine^{vii}, ils atteignent actuellement des niveaux historiquement élevés. Cette morosité ambiante se traduit par un regain certain de l'isolationnisme. Alors que le chômage est élevé, que les infrastructures sont délabrées et que le déficit de l'État fédéral semble hors de contrôle, 49 % des Américains considèrent ainsi que les États-Unis devraient moins s'impliquer sur la scène internationale pour se consacrer aux défis intérieurs et laisser prendre leurs responsabilités et leur place aux autres nations^{viii}.

Le corollaire de ce pessimisme et de cet isolationnisme est une préférence pour une politique étrangère plus unilatéraliste et défendant des intérêts nationaux plus étroitement définis. La puissance militaire, qui demeure perçue comme un atout majeur des États-Unis, devrait être ainsi utilisée, si nécessaire et en dernier recours, pour assurer la sécurité des États-Unis, que ce soit vis-à-vis des velléités de puissance chinoise, des menaces que constituent les programmes nucléaires nord-coréen et iranien, ou encore des risques que représentent l'instabilité au Pakistan et le terrorisme. Des questions plus globales, telles que la promotion de la démocratie, la défense des droits de l'Homme, l'aide au développement ou le soutien aux Nations Unies, ne sont plus considérées comme des objectifs prioritaires de la politique étrangère américaine^{ix}.

En tant que nation la plus puissante au monde, les États-Unis devraient agir sur la scène internationale comme bon leur semble, sans trop tenir compte de l'opinion des autres États, en pourcentage (%)



Source : Pew Research Center, *America's Place in the World 2009. An Investigation of Public and Leadership Opinion about International Affairs*, décembre 2009, p. 116.

Les priorités de la politique étrangère américaine d'après les membres du *Council on Foreign Relations*, en pourcentage (%)

	Septembre 1993	Septembre 1997	Septembre 2001 (avant le 11 septembre)	Octobre 2005	Novembre 2009
Promouvoir la démocratie	28	32	44	18	10
Défendre les droits de l'Homme	22	28	43	22	21
Renforcer les Nations Unies	45	32	37	29	18
Contribuer à l'élévation des niveaux de vie dans les pays en développement	25	31	48	47	35

Source : Pew Research Center, *America's Place in the World 2009. An Investigation of Public and Leadership Opinion about International Affairs*, décembre 2009, p. 4.

Deux conclusions peuvent être tirées de cette préoccupation pour les enjeux de politique intérieure et de ce regain d'isolationnisme aux États-Unis. Premièrement, la politique étrangère risque, à moins d'un événement majeur sur la scène internationale, de ne guère être une priorité majeure pour le président Obama dans les mois qui viennent, voire même pour le reste de son mandat. Au-delà de leurs difficultés intrinsèques, des dossiers tels que le conflit israélo-palestinien, les négociations commerciales du cycle de Doha, ou la lutte contre les changements climatiques risquent donc de pâtir d'un manque d'investissement soutenu de la part des États-Unis. Deuxièmement, malgré un « esprit nouveau » et une tonalité plus diplomatique portés par Barack Obama, les États-Unis, soucieux de défendre leurs intérêts, resteront un interlocuteur difficile à convaincre. Au cours de sa première année à la Maison-Blanche, le président Obama a fait l'expérience d'une telle réalité dans ses relations avec la Chine, la Russie, l'Iran ou encore la Corée du Nord. Si ce n'est déjà fait, il est temps pour les partenaires et alliés des États-Unis d'en prendre conscience et d'ajuster leurs attentes et leurs politiques vis-à-vis de l'administration Obama.



ⁱ Pew Research Center, « 27 % - National Satisfaction », 15 janvier 2010.

ⁱⁱ Dan Balz, « One year later assessing Obama : Testing the promise of pragmatism », *The Washington Post*, 17 janvier 2010.

ⁱⁱⁱ Bureau of Labor Statistics, « Employment Situation Summary », *U.S. Department of Labor*, 8 janvier 2010, <http://www.bls.gov/news.release/empsit.nr0.htm>

^{iv} Pew Research Center, « Obama Image Unscathed By Terrorism Controversy », 14 janvier 2010

^v Arnaud de Borchgrave, « America's Global Fatigue », *The Atlantic Council*, 22 janvier 2010.

^{vi} Pew Research Center, *America's Place in the World 2009. An Investigation of Public and Leadership Opinion about International Affairs*, décembre 2009, p. 2.

^{vii} James Fallows, « How America Can Rise Again », *The Atlantic*, janvier/février 2010.

^{viii} Pew Research Center, *America's Place in the World 2009. An Investigation of Public and Leadership Opinion about International Affairs*, décembre 2009, pp. 12-13.

^{ix} Pew Research Center, *America's Place in the World 2009. An Investigation of Public and Leadership Opinion about International Affairs*, décembre 2009, p. 4.